

**L'intégration des réfugiés peuls burkinabés dans la communauté sénoufo de Touplévogo
(Nord ivoirien) en contexte d'extrémisme violent**

COULIBALY GninInan Hervé

Maître-Assistant

Enseignant-Chercheur

Université Peleforo Gon Coulibaly, Korhogo (Côte d'Ivoire)

Département de Sociologie

gninInan7@gmail.com

Résumé: Cette contribution analyse l'intégration des migrants burkinabés fuyant la menace djihadiste dans la communauté sénoufo de Touplevogo (Tchologo ivoirien). La méthodologie se fonde sur des entretiens avec la notabilité et un focus-group avec les chefs de ménages des déplacés, complété par l'observation de leur cadre de vie. Les résultats révèlent que l'extrémisme violent favorise une solidarité mécanique, construite sur des mobilités économiques anciennes entre migrants burkinabés et autochtones sénoufos. Elle s'édifie aussi sur le consensus contre le terrorisme et sur des normes sénoufos intégratives de l'altérité. Cependant, cet état de stabilité reste dépendant de la durée de la source d'insécurité.

Mots-clés: Intégration, Réfugié, Extrémisme violent, Peul, Sénoufo

**The integration of burkinabe's fulani refugees into the senufo's community of Touplevogo
(Northern ivory) in the context of violent extremism**

Abstract: This contribution analyses the integration of Burkinabé's migrants fleeing the jihadist threat in the Senufo community of Touplevogo (Tchologo region). The methodology is based on interviews with the notables and a focus group with the heads of households of the displaced, supplemented by the observation of their living environment. The results reveal that violent extremism promotes mechanical solidarity, built on on old economic mobility between Burkinabe migrants and Senufo indigenous people. It is also built on the consensus against terrorism and on senufo norms that integrates otherness. However, this state of stability remains dependant on the duration of the source of insecurity.

Keywords : Integration, Refugee, Violent extremism, Fulani, Senufo

Introduction

L'extrémisme violent constitue un fléau universellement vécu dans ses manifestations agonistiques, et c'est à juste titre que L. B. Nze (2021, p. 1) le totalise comme une « terreur-monde ». Ce phénomène rampant et mortifère dont les catalyseurs sont d'ordre religieux, politique et idéologique, a en effet causé entre 2011 et 2016 plus de 33 000 morts en Afrique, en entraînant des déplacements massifs de populations (PNUD, 2017 ; IDMC, 2019). L'épicentre de ce phénomène sur le continent africain s'est d'abord sanctuarisé dans la zone sahélienne, en particulier dans la zone tricontinentale du Burkina-Faso, du Mali et du Niger (triangle du Liptako-Gourma). Puis en capitalisant les contextes géopolitiques chaotiques de ces pays, « arc de l'instabilité » (A. B. Çonkar, 2020) a étendu son espace en direction des pays ouest-africains circonvoisins du Golfe de Guinée ; notamment le Bénin, le Togo et la Côte d'Ivoire. Les attaques sanglantes de la localité de Kafolo bordant les emprises burkinabés dans le septentrion ivoirien courant 2017, illustrent bien le caractère transfrontalier de cette calamité asociale.

Comme réactions à ce phénomène, trois types d'approche ont globalement été implémentées. La première, de nature militaire, a mobilisé au plan bilatéral et sous-régional, différentes entités sécuritaires. L'on peut citer entre autres le *G5 Sahel*, *Barkhane* et l'*Opération Serval* (N. Degrais, 2018). Pour des raisons opérationnelles et politiques, le bilan de ce dispositif est resté mitigé et a davantage relégué la lutte armée contre l'extrémisme violent dans les frontières internes des États concernés. Mais les faiblesses structurelles de ces pays sahéliens ont conduit à l'adoption de pratiques de sous-traitance de leurs fonctions défensives (E. M. Nkoué, 2023 ; S. Buchanan-Clarke et R. Lekalake, 2016) ; faisant de civils et de communautés, des co-producteurs de sécurité (O.I. Harouna et A. Oumarou, 2023). Les limites structurelles de cette deuxième échelle d'approche contre l'extrémisme violent, s'observent au niveau de la rentalisation de la participation populaire à la lutte contre le terrorisme en Afrique (L. B. Nze, *op cit.*) qui devient source de clientélisme. Elles s'entrevoient aussi au niveau de la dynamique d'un terrorisme rural (M. D. Toumpiguim, 2021) qui pousse les populations sinistrées à capitaliser la mobilité, plus spécifiquement transfrontalière.

En effet la mobilité comme effet d'entraînement des crises sociales ou sécuritaires est une donnée historique qui s'est très souvent caractérisée par d'importants flux migratoires intra-régionaux (OIM/UNHCR, 2012). Elle est une pratique socialisée (J. Devaux et N. Oppenheim, 2012) en contexte d'extrémisme violent, usitée comme mode de resocialisation et de survie. A. Tarrus (2011) évoque à cet sujet le concept de « territoires circulatoires », pour désigner les espaces sociaux transnationaux construits par le processus migratoire des déplacés de crises socio-politiques qu'il appelle « transmigrants ».

Dans cette dynamique de mobilités transnationales et spécifiquement ouest-africaines, la Côte d'Ivoire s'est distinguée comme un bassin de réception des migrants. Car depuis la période coloniale, ses frontières ont la plupart du temps eu une faible prégnance d'obstacles à la migration (D. D. A Nassa, 2016). Ainsi dans la période de Mai 2022, à la faveur des attaques terroristes, des milliers de déplacés peuls burkinabés ont franchi la frontière ivoirienne mitoyenne pour trouver refuge dans les localités rurales sénoufo du septentrion ivoirien.

Le passif conflictuel des relations peuls-sénoufos à travers notamment les récurrents conflits agriculteurs-éleveurs, la conception divergente de l'espace de ces deux entités ethno-sociales, de même que la forte stigmatisation des peuls relativement à l'action djihadiste, suscitent légitimement un questionnement prospectif sur la nature de leur interrelation. Ainsi la question de recherche sous-jacente à la présente étude est la suivante : quelle dynamique d'intégration des réfugiés peuls

burkinabés dans la société sénoufo est observable dans le contexte transfrontalier d'extrémisme violent ?

Pour répondre à cette préoccupation heuristique l'étude décline dans un premier temps son approche procédurale du terrain à travers ses orientations méthodologique et ses empiries. Ensuite le bilan des investigations est exposé puis discuté.

1. Considérations méthodologiques

1.1. Site et nature de l'étude

L'étude s'est déroulée à Touplevogo, une localité rurale située à une soixantaine de Km de son chef-lieu, Ferkéssédougou, dans la région du Tchologo ivoirien. À l'instar des autres localités de cette région septentrionale, Touplevogo est majoritairement peuplé d'autochtones sénoufos, plus précisément de la variante nafana. Sa végétation est arbustive. Quant à l'économie elle est essentiellement fondée sur les spéculations de rente comme l'anacarde et le coton, mais aussi sur la culture du riz, de l'igname, du maïs et du sorgho. Il faut aussi relever que Touplevogo est un village enclavé, auquel l'on accède par une piste défectueuse. Il compte une école primaire mais ne dispose ni de dispensaire, ni d'eau courante, ni d'électricité. La gestion des problèmes sanitaires y est donc problématique et la commodité de vie assez précaire. C'est dans cette société matrilineaire, animiste et ayant une conception sacrée de l'hospitalité que s'effectue l'étude qui est d'orientation qualitative. Cette approche se justifie par la nature intrinsèquement endogène et exogène de la dynamique d'interaction des acteurs, qui nécessite une investigation des paliers en profondeur de l'objet investigué.

1.2. Parties prenantes aux investigations

Les parties prenantes à l'étude sont constituées d'une part des peuls burkinabés déplacés du fait des attaques terroristes et qui ont trouvé refuge à Touplevogo, soit 12 chefs de famille et leur représentant local ; et d'autre part le chef de village de Touplevogo, 3 de ses notables, 20 chefs de familles tutrices des déplacés aléatoirement ciblés ; soit un total de 37 personnes entretenues.

1.3. Collecte et analyse des données

L'observation, le focus-group, l'entretien individuel semi-dirigé et la recherche documentaire ont été mobilisés pour collecter les données. Les investigations ont porté sur les déterminants de la mobilisation de l'espace social sénoufo par les migrants et la trajectoire de leur mobilité ; de même que sur la dynamique et les contraintes de resocialisation des déplacés à Touplevogo. L'ensemble des données issues de l'enquête de terrain ont fait l'objet d'une analyse de contenu à partir de la théorie durkheimienne de l'intégration.

2. Résultats

2.1. Extrémisme violent et mobilité des peuls burkinabés en pays sénoufo

La mobilité des déplacés peuls burkinabés en direction du septentrion ivoirien se structure autour d'un argumentaire socialement ancré.

2.1.1. Logiques structurant la mobilité

Des entretiens avec les déplacés peuls burkinabés sur les déterminants de leur mobilité, il ressort la stigmatisation de leur communauté, accusée d'accointances avec les insurgés djihadistes. Les peuls seraient par conséquent ciblés par les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP) du Burkina-Faso, et des exécutions sommaires de certains de leurs proches auraient été perpétrées. La Côte d'Ivoire s'offre ainsi pour ces déplacés comme un espace alternatif de survie et de resocialisation, comme en atteste les verbatims suivants :

On a choisi de venir au nord de la Côte d'Ivoire parce que c'est le pays le plus proche et le plus sûr pour nous (S. A., migrant burkinabé)

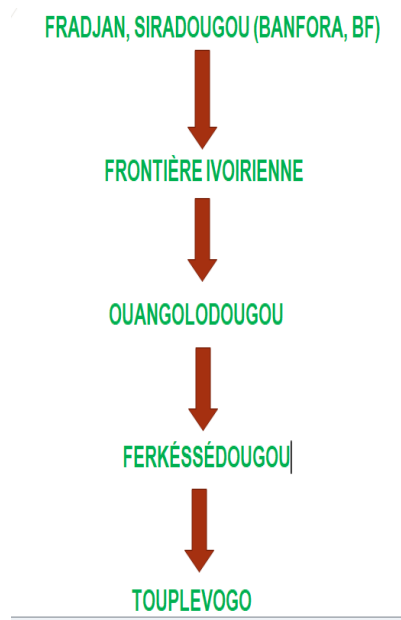
En Côte d'Ivoire y a la tranquillité, y a pas la guerre, comme au Burkina » (T.A., migrant burkinabé)

On a certaines connaissances de l'autre côté de la frontière qui nous ont encouragé à fuir et à venir ici (B.A., migrant burkinabé)

2.1.2. Itinéraire de la mobilité

L'itinéraire de la mobilité, depuis la zone de départ, à savoir Fradjan, dans la province de Sirabougou au Burkina-Faso, jusqu'à la zone d'accueil Touplevogo, suit ainsi que le montre le schéma infra, cinq grandes étapes.

Schéma de l'itinéraire migratoire des déplacés burkinabés



Source : nos enquêtes

Cette trajectoire se fonde sur des mobilités économiques et pastorales anciennes entre la Côte d'Ivoire et le Burkina-Faso. L'on assiste aussi à un itinéraire qui insère des pratiques socialisées

d'hospitalité ; car à chaque station des actes de solidarité spontanés se traduisant par de la nourriture ou de l'eau offertes, sont manifestés par les populations autochtones.

2.2. Déterminants de la mobilisation de l'espace social sénoufo par les peuls burkinabés en contexte d'extrémisme violent

La migration des peuls dans le septentrion ivoirien et plus spécifiquement dans la communauté sénoufo de Touplevogo est liée à plusieurs facteurs :

2.2.1. Sociogenèse de l'immigration peule dans le nord ivoirien

Le début de l'immigration peule dans l'espace septentrional ivoirien se situe historiquement à la période coloniale ; précisément lorsque de nombreuses crises politiques et sociales d'une part et la mutation des itinéraires liés à la mise en valeur agricole dans les régions sahélo-soudaniennes d'autre part, ont forcé le déplacement massif de nombreuses familles en direction de l'espace méridional. Plus tard les périodes d'aridité de plus en plus rudes, ont amplifié ces flux à travers la recherche de nouveaux pâturages et d'aires sociables. Ces couloirs de pérégrinations seront plus tard consolidés par la régularité sud-nord de la transhumance et de la mobilité économique.

2.2.2. L'économie pastorale dans la construction des liens sociaux peuls / sénoufos

L'immigration peule dans le nord ivoirien a progressivement contribué à l'expansion de l'économie pastorale, particulièrement dans l'espace social sénoufo. Des structures nationales comme la SODEPRA (Société pour le Développement de la Production Animale) créée dans les années 1970, vont capitaliser cette présence des éleveurs peuls en pays sénoufo pour définir une politique de développement de la production bovine. L'ensemble de ces facteurs va donc concourir à leur ancrage local et à la construction de liens socio-économiques avec les autochtones sénoufos ; les peuls étant les pourvoyeurs en lait et en viande de vache aux sénoufos ; et ces derniers étant à la fois la clientèle principale des éleveurs. La migration peule burkinabé en contexte d'extrémisme violent chez les Sénoufos ivoiriens s'insère par conséquent dans ce construit historique de liens intercommunautaires structurés sur la mobilité économique et sociale transfrontalière, comme évoqué en ces termes : «Les peuls et nous, y a longtemps on se connaît, depuis même le temps de nos parents. C'est avec eux on achète souvent le lait de vache. Eux et nous, c'est comme des connaissances de longue date» (S. T., Notable de Touplevogo)

2.3. La resocialisation des migrants burkinabés à Touplévogo entre contraintes et intégration

L'arrivée des migrants peuls burkinabés à Touplevogo se situe globalement entre quelques difficultés d'intégration et un processus de socialisation plus ou moins réussi.

2.3.1. Les contraintes d'intégration des déplacés

Dans cette section, nous passons en revue les contraintes d'intégration des migrants peuls burkinabés à Touplevogo.

2.3.1.1. Méfiance et réticence de cadres locaux

Il faut relever qu'au départ, l'idée d'accueillir des migrants peuls burkinabés a été confrontée à la méfiance et la réticence de certains cadres locaux. Cette posture peu encline reposait sur la hantise du terrorisme associé au peul. A cet effet, l'épisode des attentats sanglants de Kafolo en Juin 2020 et de Kolobougou en Mars 2021, qui ont occasionné le décès de 18 membres des forces de défense et de sécurité ivoiriennes, a installé dans l'imaginaire de certains acteurs ruraux nordistes, un réflexe de suspicion à l'égard de « l'étranger peul ». Les origines de celui-ci, situées dans un foyer centrifuge de l'extrémisme violent, a amplifié les craintes à son endroit. D'autant plus que l'éventualité d'infiltration de djihadistes parmi les réfugiés ou la plausibilité d'intelligence avec ces derniers en base arrière est également une réalité. C'est ce qui est exprimé en ces termes: «Au village ici on a un peu peur parce que sincèrement on ne sait pas si les djihadistes-là, il y en a qui se sont cachés parmi nos frères ; parce que malheureusement ce n'est pas sur les visages. Donc on est vigilants» (S.T., chef du village de Touplevogo)

Cependant, l'implication conjointe des autorités administratives locales (Préfet et Maire de Ferkéssédougou), du Ministère de l'intérieur (Office National d'Identification), de même que des organisations internationales (HCR) dans la gestion humanitaire des réfugiés, a contribué à rassurer et à développer l'hospitalité légendaire du Sénoufo.

2.3.1.2. Démographie migrante et pression sur les ressources nourricières

L'arrivée de la centaine de migrants peuls burkinabés à Touplevogo a accentué la pression anthropique sur l'accès à l'eau et aux ressources alimentaires. En effet, de par son enclavement, cette localité n'est pas encore couverte par l'électrification rurale et le système moderne d'adduction d'eau potable. L'absence de cours d'eau est par la même occasion un facteur aggravant de précarité. L'unique possibilité de s'approvisionner en eau demeure des puits forés dans les unités domestiques. Le besoin en eau qui était déjà problématique pour les autochtones surtout en saison sèche, va par conséquent s'accroître avec l'arrivée des migrants dont certains se sont fait accompagner de leur cheptel. Par ailleurs, les réserves en vivres, en particulier le riz, l'igname, le maïs ont pratiquement été épuisées du fait de l'élan de solidarité avec les migrants. Cette situation pourrait conduire à une insécurité alimentaire à la fois pour les hôtes autochtones et les migrants. Elle favorise également non seulement une détresse psychosociale, mais accroît aussi les risques de conflits, comme c'est le cas la plupart du temps dans les rixes entre agriculteurs et éleveurs au nord ivoirien, lorsque l'offre des ressources dans un espace hétérogène est inférieure à la demande sociale.

2.3.1.3. Du rôle social d'éleveur au statut contraint d'agriculteur: une reconversion peule problématique

Une autre situation problématique relative à l'intégration des peuls burkinabés dans la communauté sénoufo de Touplevogo est liée, pour plusieurs d'entre eux, du fait de leur migration forcée, à la reconversion en agriculteurs. En effet ces derniers sont majoritairement éleveurs (même si certains cas marginaux sont agro-éleveurs). Cette spécificité constitue la clé de voûte de leur organisation sociale, mais aussi fonde leur économie interne. La reproduction et la circulation du bétail jouent donc un rôle social, rituel et même politique central dans le pastoralisme. D'autant que la transmission sociale du bétail est essentielle dans la sociologie peule, à la reproduction de l'unité domestique. L'agriculture comme alternative de resocialisation devient donc contraignante pour les migrants, surtout qu'ils sont encore marqués par le traumatisme de leur parcours.

Face à toutes ces difficultés, les acteurs villageois de Touplevogo ont mis en œuvre un système d'actions concrètes en vue d'absorber la demande massive d'hospitalité des déplacés de l'extrémisme violent.

2.3.2. Dispositifs locaux d'intégration sociale des migrants burkinabés à la communauté sénoufo de Touplevogo

Dans cette partie, nous mettons en relief les initiatives prises par les acteurs villageois de Touplevogo pour résorber la demande d'hospitalité des migrants peuls burkinabés.

2.3.2.1. Pratiques socialisées d'hébergement

Le flux continu des déplacés peuls à Touplevogo a constitué un nœud gordien de logement à résoudre : au nombre de 112, la capacité d'accueil des migrants au sein du village-hôte a vite été débordée. En vue de faire face à cette situation, un dispositif endogène d'hébergement, insérant des pratiques socialisées d'entraide a été mis en œuvre. Ainsi la priorité a été accordée aux aînés sociaux, en particulier les personnes âgées ou malades, les femmes et les enfants de moins de 10 ans. Cette première catégorie vulnérable a été confiée à 20 familles-tutrices, désignées par le chef de village qui les a logées au sein de la communauté. Une telle approche de proximité dans l'élan de l'hospitalité répond au principe coutumier local d'obligation sociale d'assistance à l'étranger (planche 2), perçu comme un démiurge et donc sacré¹. La deuxième catégorie constituée des cadets sociaux a été affectée, comme en atteste les images infra, soit au sein de l'école primaire de la localité (planche 2), soit dans des espaces temporaires des encablures du village en attendant l'achèvement de construction de logis (planche 1).

Par ailleurs, en vue de réduire la pression autochtones-migrants sur les ressources nourricières, de l'aide en vivres et en numéraire a été offert à la fois aux migrants et aux autochtones de Touplevogo par la Préfecture, les organisations internationales telles que le Haut-Commissariat pour le Réfugiés (HCR). Il faut relever que toute cette dynamique de solidarité des autochtones en faveur des migrants repose sur le consensus affirmé contre l'extrémisme violent, qui est un fléau socialement partagé. Pour les autochtones, en accueillant leurs « frères » déplacés du fait « des assaillants », c'est une façon de combattre ces derniers en appoint de la lutte sur le front militaire. Ainsi depuis Janvier 2023, période de l'arrivée des migrants, aucun cas de conflit autochtone-déplacé n'a été signalé.

¹ Cette hospitalité à l'égard de l'étranger est cependant astreinte à l'observance de certains interdits, à savoir : ne pas se laver tard la nuit, les esprits des mannes étant supposés flâner dans le village aux heures avancées de la nuit ; ne pas s'asseoir à l'entrée d'une porte où passent les agents métasociaux ; ne pas s'alimenter dans une marmite...



Planche 1 : à gauche, abri de fortune de déplacés burkinabés à l'entrée de Touplevogo et à droite maison en construction pour des déplacés burkinabés

Source : nos enquêtes



Planche 2 : à gauche, école primaire de Toupleveogo squattée par les déplacés et à droite déplacés peuls burkinabés dans le village

Source : nos enquêtes

2.3.2.2. L'octroi de terres aux migrants peuls

En vue de favoriser l'intégration sociale des migrants, des terres ont été octroyées par le *tara fôlô*², en concertation avec par la notabilité du village, aux familles migrantes pour la culture du vivrier. Cette disposition, selon le chef de la localité, répond à trois objectifs précis : premièrement faire face au risque d'insécurité alimentaire à Touplevogo par la pression cumulée des besoins nutritifs des autochtones et des déplacés ; d'autant que l'aide des collectivités locales du Tchologo et des organisations humanitaires est discontinuée du fait de procédures administratives et logistiques parfois lourdes. Deuxièmement, la sociabilité sénoufo n'intègre pas dans sa philosophie de l'hospitalité, une assistance à long terme de l'étranger, qui est perçue comme déshumanisante. Pour le sénoufo, l'hospitalité sur le long terme consiste à donner à l'étranger les moyens de son autonomie de subsistance. Enfin troisièmement, en limitant l'exploitation de la terre à des spéculations vivrières pour une finalité exclusivement alimentaire (maïs, sorgho, igname...) et non de cultures de rentes, symboles d'aliénation ou de propriété du sol, Touplevogo veut garder un contrôle social sur son patrimoine foncier dont l'accès et la jouissance de droits est exclusivement autochtone.

² Chef de terre. La chefferie de terre en pays sénoufo se démarque de la chefferie politique. Dans le cas d'espèce, l'allocation de terres aux déplacés s'est faite de façon concertée.

2.3.2.3. L'intégration entrepreneuriale des migrants et la division ethnique des activités informelles à Touplevogo

Une autre visibilité sociale de l'intégration des migrants à la communauté sénoufo de Touplevogo est la réalisation par certains d'entre eux d'activités génératrices de revenus comme la boucherie, la vente d'essence en détail et le commerce ambulancier de lait de vache. Les activités manœuvrières comme le travail de puisatier, de journalier dans les champs ou de surveillance du cheptel de quelques autochtones, constituent également un autre faisceau de possibilités locales d'autonomisation pour les déplacés. Tout en exprimant un lien intercommunautaire intégré et stable, cette socialisation économique des migrants à Touplevogo fait constater par ailleurs une spécification fonctionnelle des rôles sociaux : en bénéficiant de la force de travail des migrants et de leurs activités informelles, les autochtones sénoufos constituent aussi pour ces derniers une soupape de sécurité et une clientèle source de revenus.

2.4. La resocialisation des déplacés peuls burkinabés en pays sénoufo à la lumière de la théorie durkheimienne de l'intégration

Cette esquisse de conceptualisation de la socialisation des réfugiés peuls en pays sénoufo de Touplevogo se fonde sur l'approche durkheimienne de l'intégration ; plus spécifiquement sur la solidarité mécanique (opposée à la solidarité organique), développée dans *De la division du travail social* (1895). En effet, la mécanicité de l'intégration des déplacés dans la communauté sénoufo de Touplevogo, s'appréhende par la nature très marquée de l'ancrage traditionnel des rapports interindividuels dans cette sociosphère. Dans cette sociabilité à solidarité spontanée, facteur d'unité, l'on assiste selon Durkheim, à une homogénéité des croyances et des valeurs. Par conséquent la conscience collective y est surdéterminante et les conduites individuelles sont façonnées par la communauté. L'étranger étant une émanation des valeurs sacrales de cette société traditionnelle, son intégration s'insère dans la fonction des structures sociales chargées d'assurer la cohésion du système social global. Ainsi l'historicité des liens intercommunautaires construits sur des couloirs de migration économique anciens et sur la proximité socio-culturelle transfrontalière ont permis au nomadisme peul d'être absorbé par le caractère d'*open texture* des valeurs et des normes traditionnelles du sédentarisme agricole sénoufo.

2.5. La solidarité mécanique entre sénoufos et migrants peuls en contexte d'extrémisme violent : une opportunité de décrispation entre les États burkinabé et ivoirien ?

La migration des peuls burkinabés dans le septentrion ivoirien du fait de l'extrémisme violent, a lieu dans un contexte de crispation politique et diplomatique entre le Burkina-Faso et la Côte d'Ivoire. En effet, à la suite du renversement de Paul-Henri Sandaogo Damiba par le capitaine Ibrahim Traoré, le pays des hommes intègres a accusé son voisin ivoirien d'avoir manœuvré contre ses intérêts par des représailles économique-politiques, en instrumentalisant la CEDEAO³. Depuis, les relations se sont tendues entre les deux pays, pourtant directement impactés par le caractère transfrontalier du terrorisme et qui sont par ailleurs liés par une coopération militaire à cet effet. L'analyse de l'accueil des réfugiés et de leur intégration pacifiée dans la communauté sénoufo de Touplevogo permet cependant d'observer que cette dynamique intercommunautaire des différentes ruralités s'est opérée indépendamment de son contexte de refroidissement diplomatique de l'axe Ouagadougou-Abidjan. Ce qui dénote de la surdétermination de la sociologie et de l'histoire des peuples sur les contingences idéologiques ou politiques dans le leadership des

³ Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

deux États. Cette capacité des ruralités à créer un espace de solidarité spontanée en situation de crise armée, semble être un indicateur objectif de la force des dispositifs culturels dans la consolidation des liens intercommunautaires et transfrontaliers, qui pourrait inspirer un réchauffement des relations diplomatique entre Ouagadougou et Abidjan.

Si nous ici à Touplevogo on peut s'entendre avec nos frères ivoiriens qui nous ont aidé pour être à l'abri, je crois que les deux présidents de nos deux pays peuvent aussi faire un effort pour que les tensions finissent ; car Burkina et puis Côte d'Ivoire, on est des voisins, on est des frères (D. L., Chef de famille peul burkinabé)

3. Discussion

Notre contribution endosse l'intégration des migrants peuls dans l'espace social sénoufo en contexte d'extrémisme violent, comme une solidarité mécanique fondée sur des liens historiques d'économie pastorale et de mobilité transfrontalière. Cette intégration des déplacés dans l'espace social sénoufo en temps de crise sécuritaire, est un continuum de l'approche ivoirienne de gestion des réfugiés. En effet, à travers le cas des demandeurs d'asile libériens, exilés en Côte d'Ivoire du fait de la guerre dans leur pays, A. Kouakou et al (2007) soulignent que la spécificité de la gouvernance ivoirienne de ces migrants forcés, a privilégié l'intégration dans des familles d'accueil, au lieu de regroupements dans des camps. Les réfugiés ne sont plus alors perçus comme tels, mais comme des « frères » et des « sœurs » en détresse. Cette particularité culturelle ivoirienne d'insertion communautaire des réfugiés que S. Yéo (2014) qualifie de « cohabitationnisme », développe par ailleurs selon E. Duarte (2004) une « intégration réciproque ». Autrement dit, dans cette particularité ivoirienne de l'hospitalité en temps de crise, l'immigrant devient un membre actif de la communauté d'accueil en s'adaptant à sa sociabilité. La communauté d'accueil à son tour ajuste ses institutions publiques à la tendance de plus en plus de mixité sociale de sa population. Cependant pour F. Koné (2023), la solidarité mécanique entre sénoufos et réfugiés peuls burkinabés ne doit pas être rapidement comprise selon « la légendaire solidarité africaine ». Car cette coopération dans le contexte d'extrémisme violent a sa limite lorsque la source de l'insécurité se prolonge dans le temps. Dans cette veine N. K. M. Yoman (2023) soutient que peuls et sénoufos ont deux conceptions différentes de l'espace : si pour les premiers la terre est principalement un objet de production agricole qui fonde l'architecture politique et culturelle, pour les peuls, l'espace est une source principale d'alimentation pour le bétail. Cette dyarchie dans la représentation de l'espace est donc porteuse de conflictualité, surtout si l'espace de coexistence se raréfie.

Par conséquent l'intégration des déplacés de crise sécuritaire dans les sociétés d'accueil n'est pas toujours stabilisante. H. Douglas (2002) relève à ce sujet que l'assistance internationale des réfugiés de la guerre de Sierra-Léone en Guinée, a produit une « citoyenneté de frontière » ; c'est-à-dire une logique de récupération et de rentalisation de l'aide humanitaire par les autochtones. Ces derniers vont développer à l'égard des réfugiés un fort ressentiment qui va même donner lieu à des conflits intercommunautaires. De plus, contrairement aux pratiques constatées lors de notre étude, d'activités informelles développées par les réfugiés peuls burkinabé pour leur auto insertion socio-économique, le cas des réfugiés sierra-léonais révèle plutôt une dépendance vis-à-vis de l'aide humanitaire.

Conclusion

Au total, il faut retenir que le contexte sous-régional de menace du terrorisme favorise la mobilité transfrontalière. Dans le cadre de notre étude, l'extrémisme violent, à la base du déplacement

massif des peuls burkinabés dans le septentrion ivoirien, a été un amplificateur de la solidarité mécanique entre les migrants et leurs hôtes sénoufos. De fait, la frontière géographique n'a pas fait observer de frontière interne dans cette situation, mais une dynamique intégrationniste motivée par le consensus autour de la lutte contre le terrorisme. En effet, en s'inscrivant dans des pratiques culturelles, l'intégration des déplacés dans l'espace social sénoufo a été globalement bien ancrée ; en dépit des contraintes de reconversion en agriculteurs de certains d'entre eux et des limites capacitaires des populations d'accueil, soutenues par les autorités locales et le HCR. Cette réalité indique que les structures sociales sénoufo ont une capacité de résilience qui permet d'absorber l'urgence humanitaire. Par ailleurs les usages socio-économiques de cette intégration des migrants par les autochtones ont aussi contribué à sa consolidation ; même si sa durabilité est à apprécier en fonction des contingences temporelles dans lesquelles s'inscrira le séjour des migrants à Touplevogo.

En définitive, cette étude a révélé d'une part que l'extrémisme violent ne constitue pas un problème isolé, mais qu'il insère la complexité de l'espace ouest-africain et l'interrelation des peuples et leurs cultures. D'autre part, elle a mis en exergue la capacité des ruralités ivoirienne et burkinabé à s'intégrer en contexte de crise sécuritaire transfrontalière et à faire prévaloir la fonction stabilisatrice de leur lien social et culturel historiques.

Références bibliographiques

BUCHANAN-CLARKE Stephen et LEKALAKE Rorisang, 2016, *Extrémisme violent en Afrique. Perceptions des citoyens du Sahel, du Lac Tchad, de la Corne*, Synthèse de politique N° 32 Afrobaromètre, <https://www.afrobarometer.org/wp-content/uploads/2022/02/r6-afropaperno32-violent-extremism-in-ss-africa-fr.pdf>, (13.12.2023).

ÇONKAR Ahmet Berat, 2020, *Développement et sécurité dans la région du sahel*, Rapport, Groupe spécial méditerranée et Moyen-Orient (GSM), <https://www.nato-pa.int/fr/document/2020-developpement-et-securite-dans-la-region-du-sahel-conkar-042-gsm-20-f>, (13.12.2023).

DEGRAIS Nicholas, 2018, *Le G5 Sahel, en réaction à la mutation de l'environnement stratégique sahélien. Politiques régionales de coopération et niveaux d'engagement des Etats membres*, Fondation pour la recherche stratégique, <https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/g5-sahel-reaction-mutation-lenvironnement-strategie-sahelien-politiques-regionales-cooperation-niveaux-dengagement-etats-membres-2018>, (13.12.2023).

DEVAUX Julian et OPPENCHAIM Nicholas, 2012, « La mobilité des adolescents : une pratique socialisée et socialisante », *Métropolitiques*, www.metropolitiques.eu/La-mobilite-des-adolescents-une.html, (14.12.2023).

DOUGLAS Henry, 2002, « Réfugiés Sierra-Léonais et aide humanitaire en Guinée. La réinvention d'une « citoyenneté de frontière » », in *Politique Africaine*, N° 85 Janvier 2002, ISBN 9782811100636, Paris, Editions Karthala, p. 56-63.

DUARTE Eliana, 2004, « L'intégration réciproque, une alternative de co-responsabilité », in *Vivre ensemble*, N° 41 Printemps 2004, ISBN 2673-8570, Suisse, p. 1-5.

DURKHEIM Emile, 2013, *De la division du travail social*, Collection Quadriga, Edition Presses Universitaire de France.

HAROUNA OUSMANE Ibrahim et OUMAROU Amadou, 2023, « Co-production de la sécurité dans la zone triple (Benin-Burkina-Faso-Niger) alliant le parc w : de la prévention à la fabrique de l'extrémisme violent », in Actes du Colloque *Migrations transfrontalières et défis sécuritaires en Afrique*, 12 au 14 Janvier 2023, p. 268-280.

IDMC, 2019, *Rapport sur le déplacement interne en Afrique*, <https://www.internal-displacement.org/sites/default/files/inline-files/2019-Africa-report-fr.pdf>, (14.12.2023)

KOUAKOU Auguste et al., 2007, « Déterminants socio-économiques de l'intégration des réfugiés en Côte d'Ivoire : Essai de modélisation à partir d'un échantillon de réfugiés libériens dans le District d'Abidjan », Communication in « *African Migrations Workshop. Understanding migration dynamics in the continent* ». Accra, Ghana September 18 th -21st 2007, p. 1-15.

NASSA DABIE Désiré Axel, 2012, « Frontières ivoiriennes à l'épreuve des migrations internationales ouest-africaines », in *Migrations Société*, N° 144 Juin 2012, ISSN 0995-7367, Editions Centre d'Information et d'Etudes sur les Migrations Internationales, p. 61-84.

NKOUÉ Éléazar Miche, 2023, « La coopération des populations civiles avec les forces de défense et de sécurité dans la lutte contre le terrorisme au Cameroun » in *Revue Africaine sur le Terrorisme*, N° 3 Décembre 2021, ISSN 2617-8478, Alger, Edition Centre Africain d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme, p. 73-86.

NZE BEKALE Ladislav, 2021, « La rentalisation de la participation populaire à la lutte contre le terrorisme en Afrique », in *Revue Africaine sur le Terrorisme*, N° 3 Décembre 2021, ISSN 2617-8478, Alger, Edition Centre Africain d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme, p. 13-35.

OIM / UNHCR, 2012, *La protection des réfugiés et autres personnes en mouvement dans l'espace CEDEAO*, <https://www.refworld.org/cgi-bin/texis/vtx/rwmain/opendocpdf.pdf?reldoc=y&docid=51e3e34>, (17.12.2023).

PNUD, 2017, *Sur les chemins de l'extrémisme en Afrique : moteurs, dynamiques et éléments déclencheurs*, <https://www.undp.org/fr/africa/publications/sur-les-chemins-de-lextremisme-violent-en-afrique-moteurs-dynamiques-et-%C3%A9l%C3%A9ments-d%C3%A9clencheurs>, (17.12.2023).

TARRIUS Alain, 2011, « Les cosmopolitismes migratoires : les transmigrant(e)s méditerranéen (ne)s entre licite et illicite », in *L'Homme et la société*, Avril N° 182, ISSN 0018-4306, Editions Association pour la Recherche de Synthèse en Sciences Humaines, p. 219-233.

TOUMPIGUIN Missa Daniel, 2021, « Du terrorisme rural à la résilience communautaire : une analyse à partir du social (Adamaoua-Cameroun) », in *Revue Africaine sur le terrorisme*, N° 3 Décembre 2021, ISSN 2617-8478, Alger, Edition Centre Africain d'Etudes et de Recherches sur le Terrorisme, p. 139-157.

YEO Souleymane, 2014, *Enjeux socio-politiques de l'intégration des immigrants ouest-africains en Côte d'Ivoire. Essai sur le modèle ivoirien d'intégration des étrangers*, Tome 1, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody (Abidjan).

YOMAN N'Goh Koffi Michael, 2023, « La situation de la sédentarisation des pasteurs peuls en Côte d'Ivoire : cas du département de Ferkessédougou », in *AKIRI*, Juin N° 003, ISSN 2958-2814, Bouaké, Université Alassane Ouattara, UFR Communication Milieu et Société, p. 79-98.